



CONVENTION-CADRE DE COLLABORATION ENTRE L'UNIVERSITÉ DE CADIX ET L'UNIVERSITÉ D'ORAN

05 OCT 2012

Cadix, le.....2012

ENTRE LES SOUSSIGNÉS

D'une part, l'Université de Cadix, représentée ci-dessous par M. D. Eduardo González Mazo, Recteur de l'Université de Cadix, demeurant à C/ Ancha 16, Cadix, au nom et pour le compte de celle-ci, selon la nomination de la Présidence de la Junta de Andalucía approuvée par le Décret numéro 230/2011 du 5 juillet (BOJA N° 133 du 8 juillet 2011), et conformément aux compétences que lui attribuent les Statuts de l'Université de Cadix, approuvés par le Décret 281/2003 du 7 octobre (BOJA N° 207 du 28 octobre) et modifiés par le Décret 2/2005 du 11 janvier, le Décret 4/2007 du 9 janvier, et le Décret 233/2011 du 12 juillet.

Et d'autre part, l'université d'Oran, représentée par M. Larbi Chahed, Recteur de l'université d'Oran, siégeant Route de la Sénia - BP1524 - Oran El M'naouer- Algérie. Au nom et pour le compte de l'Université d'Oran (UO).

Les deux parties se reconnaissent mutuellement la capacité juridique nécessaire pour souscrire à la présente Convention-Cadre, en vertu de la représentation qu'elles exercent, et conformément aux attributions qui leur sont conférées, et à cet effet

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT

Premièrement : Que les objectifs poursuivis par l'Université de Cadix, exposés dans le second article de ses Statuts, approuvés par le Décret 281/2003 du 7 octobre, dans lequel sont reconnus les Statuts de l'Université de Cadix (BOJA N° 207 du 28 octobre), sont les suivants :

1. La création, le développement, la transmission et la critique de la science, de la technique et de la culture, et leur intégration dans le patrimoine intellectuel.
2. Apporter une formation et une préparation à l'exercice d'activités professionnelles au niveau de l'enseignement supérieur.



3. Encourager la qualité et l'excellence dans ses activités, en établissant des systèmes de contrôle et d'évaluation.
4. Encourager les études postuniversitaires en général, et plus particulièrement la formation de docteurs et de technologues.
5. Promouvoir l'application pratique des connaissances au développement social, culturel et économique et au bien être de la Communauté et de ses citoyens.
6. Approuver, diffuser et promouvoir les valeurs sociales et individuelles qui lui sont propres, comme la liberté, le pluralisme, le respect des idées et l'esprit critique, ainsi que la recherche de la vérité.
7. Apporter une attention et un soutien aux aspects relatifs au développement scientifique, technique et culturel de la Communauté Autonome d'Andalousie.
8. Diffuser les connaissances et la culture à travers l'extension universitaire et la formation tout au long de la vie.
9. Encourager les relations avec d'autres universités, Centres d'enseignement supérieur et Centres de recherche.
10. Promouvoir la conscience solidaire via une formation complète de la Communauté universitaire qui consiste à favoriser l'information, la mise en marche d'initiatives, la promotion, la sensibilisation, et l'intervention dans des problèmes de justice sociale, de solidarité et de coopération.

Deuxièmement : Que l'objet de la présente Convention-Cadre est de laisser un témoignage de la volonté des parties d'entretenir une collaboration de bénéfice mutuel qui puisse se traduire dans des Conventions Spécifiques.

En conséquence, conformément à ce qui est exposé, les deux parties conviennent d'officialiser le présent document, selon ces

CLAUSES

Premièrement : Qu'ayant comme objectifs l'enseignement et la recherche interdisciplinaire dans les différents domaines de connaissances scientifiques ainsi que d'autres actions sociales, les Institutions considèrent que ceux-ci peuvent être abordés de manière plus appropriée grâce à la réalisation d'actions communes.



Deuxièmement : Les Institutions représentées ici pourront entreprendre la réalisation de Cours, de Séminaires ou d'Activités d'Enseignement et de Recherche. Ces activités seront reconnues par l'Université de Cadix, conformément aux procédures et aux dispositions exposées dans ses Statuts, et seront mentionnées sur les diplômes ou les certifications qui pourront être délivrés.

Troisièmement : Pour le développement de chaque action concrète organisée, ses objectifs, son programme d'intervention, les apports de chacune des parties et les règles à appliquer lors de sa réalisation seront spécifiés.

Ainsi, l'exécution de projets concrets sera menée à bien au moyen de Conventions Spécifiques qui seront annexées à la présente Convention-Cadre de Collaboration.

Quatrièmement : Les conditions économiques qui doivent régir le développement des Programmes conjoints et qui affectent les parties, ainsi que les obligations et les conditions particulières qui ont une incidence sur ceux-ci, seront recueillies dans les Conventions Spécifiques correspondantes.

Cinquièmement : Une Commission paritaire de Suivi composée de deux représentants de chacune des institutions sera créée et deviendra l'organe chargé de planifier, de favoriser, de contrôler et d'évaluer les projets déterminés.

Sixièmement : Cette Convention est conforme aux dispositions prévues par l'article 4.1.d) de la Loi 30/2007 du 30 octobre sur les Marchés Publics, et sera régie par les clauses exposées dans cette Convention et autres normes spéciales, étant d'application, en vertu de l'article 4.2, les principes de ladite Loi pour résoudre les doutes et lacunes qui pourraient apparaître.

Les questions litigieuses survenant quant à l'interprétation, au développement, à la modification, à la décision et aux effets qui pourraient découler de l'application de la présente Convention- Cadre et des Convention Spécifiques devront être résolues par la Commission de Suivi. Les accords rendus pourront être contestés devant la juridiction correspondante, en fonction du lieu de l'exécution de l'activité conjointe.

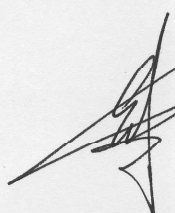
Septièmement : La présente Convention entrera en vigueur dès sa signature et sera considérée prorogée automatiquement au fil des années calendrier, sauf dénonciation expresse d'une des parties, communiquée par écrit au moins trois mois avant chaque échéance. De la même manière, la présente convention pourra être résiliée pour manquement à celle-ci de la part d'une des parties.



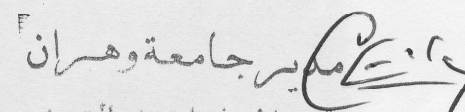
Huitièmement : Les représentants des deux Institutions signataires conviennent de la présente Convention et la souscrivent en deux exemplaires originaux de même validité, au lieu et à la date indiqués dans l'en-tête.

POUR L'UNIVERSITÉ DE CADIX

POUR L'UNIVERSITÉ D'ORAN



Fdo. Eduardo González Mazo



الأستاذ شاهد العربي

Fdo.



15 JUL 2012



CONVENIO MARCO DE COLABORACIÓN ENTRE LA UNIVERSIDAD DE CÁDIZ, Y LA UNIVERSIDAD DE ORAN

En Cádiz, a 05 OCT 2012
de de 2012

REUNIDOS

De una parte La Universidad de Cádiz, representada en este acto por el Sr. D. Eduardo González Mazo, Rector Magnífico de la Universidad de Cádiz, con domicilio en C/ Ancha, 16 de Cádiz, en nombre y representación de la misma, según nombramiento de la Presidencia de la Junta de Andalucía aprobado por Decreto número 230/2011, de 5 de julio (BOJA. núm. 133 de 8 de julio de 2011), y de conformidad con las competencias que le atribuyen los Estatutos de la Universidad de Cádiz, aprobados por Decreto 281/2003, de 7 de octubre (BOJA núm. 207 de 28 de octubre) y modificados por el Decreto 2/2005, de 11 de enero, el Decreto 4/2007 de 9 de enero y el Decreto 233/2011, de 12 julio.

Y de otra parte La Universidad de Oran, representada en este acto por el Sr. Larbi CHAHED, Rector Magnífico de la Universidad de Oran, con domicilio carretera desde Es senia, - BP 1524 - Oran El M'naouer Argelia.

Ambas partes se reconocen mutuamente la capacidad legal necesaria para suscribir el presente Convenio Marco, en la representación en la que intervienen, y de acuerdo con las atribuciones que tienen conferidas, y a tal efecto

EXPONEN

Primero: Que la Universidad de Cádiz, tiene como fines, expresados en el artículo segundo de sus Estatutos, aprobados por Decreto 281 / 2003, de 7 de octubre, por el que se aprueban los Estatutos de la Universidad de Cádiz (B.O.J.A. núm. 207, de 28 de octubre) los siguientes:

1. La creación, desarrollo, transmisión y crítica de la ciencia, la técnica y la cultura y su integración en el patrimonio intelectual heredado.
2. Proporcionar formación y preparación para el ejercicio de actividades profesionales en el nivel de la enseñanza superior.



3. Fomentar la calidad y excelencia en sus actividades, estableciendo sistemas de control y evaluación.
4. Impulsar los estudios de postgrado en general y, en particular, la formación de doctores y tecnólogos.
5. Promover la aplicación práctica del conocimiento al desarrollo social, cultural y económico y al bienestar de la Comunidad y de sus ciudadanos.
6. Acoger, defender y promover los valores sociales e individuales que le son propios, tales como la libertad, el pluralismo, el respeto de las ideas y el espíritu crítico, así como la búsqueda de la verdad.
7. Atender y prestar apoyo a todos aquellos aspectos relativos al desarrollo científico, técnico y cultural de la Comunidad Autónoma de Andalucía.
8. Difundir el conocimiento y la cultura a través de la extensión universitaria y la formación a lo largo de toda la vida.
9. Fomentar las relaciones con otras universidades, Centros de educación superior y Centros de investigación.
10. Promover la conciencia solidaria mediante una formación integral de la Comunidad Universitaria que consista en favorecer la información, la puesta en marcha de iniciativas, la promoción, la sensibilización y la actuación en problemas de justicia social, solidaridad y cooperación.

Segundo: Que el objeto del presente Convenio Marco es dejar constancia del interés de las partes en mantener una colaboración de mutuo aprovechamiento que se pueda traducir en Convenios Específicos.

En consecuencia, de conformidad con lo expuesto, ambas partes acuerdan formalizar el presente documento, con arreglo a las siguientes

CLÁUSULAS

Primera: Que teniendo entre sus objetivos la docencia e investigación interdisciplinar sobre las diversas áreas de conocimiento científico, así como otras acciones sociales, las Instituciones consideran que pueden éstas abordarse de forma más adecuada mediante la realización de acciones comunes.



Segunda: Las Instituciones aquí representadas podrán abordar la realización de Cursos, Seminarios o Actividades Docentes e Investigadoras. Estas actividades tendrán el reconocimiento de la Universidad de Cádiz según los procedimientos y los términos contenidos en sus Estatutos, así se incluiría en los diplomas o certificaciones que puedan expedirse.

Tercera: Para el desarrollo de cada acción concreta que se programe se especificarán los objetivos de la misma, el programa de actuación, las aportaciones de cada una de las partes y las normas de aplicar en su realización. Así pues, la ejecución de proyectos concretos se llevará a cabo por medio de Convenios Específicos, que se añadirán como Anexos al presente Convenio de Marco de Colaboración.

Cuarta: Las condiciones económicas que deben regir el desarrollo de los Programas conjuntos y que afectan a las partes, así como las obligaciones y condiciones particulares que incidan en los mismos, quedarán recogidas en los correspondientes Convenios Específicos.

Quinta: Se establecerá una Comisión de Seguimiento paritaria, integrada por dos representantes de cada una de las Instituciones, que será el órgano encargado de planificar, potenciar, controlar y evaluar los proyectos que se determinen.

Sexta: Este Convenio tiene la naturaleza de los previstos en el artículo 4.1.d) de la Ley 30/2007, de 30 de octubre, de Contrato del Sector Público y se regirá por lo previsto en el clausulado de este Convenio y demás normas especiales, aplicándose, de acuerdo con lo previsto en su artículo 4.2, los principios de la citada Ley para resolver las dudas y lagunas que pudieran presentarse.

Las cuestiones litigiosas surgidas sobre la interpretación, desarrollo, modificación, resolución y efectos que pudieran derivarse de la aplicación del presente Convenio Marco y Convenios Específicos, deberán solventarse por la Comisión de seguimiento. Los acuerdos dictados serán impugnables ante la jurisdicción que corresponda, según el lugar de ejecución de la actividad conjunta.

Séptima: El presente Convenio entrará en vigor a partir de su firma y se considerará prorrogado automáticamente por sucesivos años naturales salvo denuncia expresa de una de las partes, comunicada por escrito al menos tres meses antes de cada vencimiento. Asimismo, podrá rescindirse por incumplimiento del mismo por alguna de las partes.



Octava: Los representantes de ambas Instituciones firmantes convienen y suscriben el presente Convenio en dos ejemplares originales igualmente válidos y en lugar y fecha señalados en el encabezamiento.

POR LA UNIVERSIDAD DE CÁDIZ

POR LA UNIVERSIDAD DE ORAN

Fdo. Eduardo González Mazo

Fdo.: Larbi CHAHED